

COMMUNE DE FOREST

#007/08.10.2013/A/0018#

E X T R A I T DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du 8 octobre 2013

Etaient présents : Mr Ghyssels, Bourgmestre-Président; Mmes et MM. Englebert, Quartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens et Buyse, Echevins; Mmes et MM. Borcy, Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays, El Yousfi, Chapelle, Sebbahi, Bairouk, Nocent, Barghouti, Grippa, Talhi, Plovie, Angeli, Criquelion, Lederer et Hacken, Conseillers communaux; Mme. Moens, Secrétaire communale f.f.

\$37322197\$

Finances - Taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité - Règlement - Renouvellement.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe sur les spectacles et divertissements organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité voté par le conseil communal le 06 décembre 2011 devenu exécutoire le 02 mars 2012 par lettre de Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise pour un terme expirant le 31 décembre 2013

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales;

Vu la situation financière de la commune et les difficultés rencontrées lors des exercices antérieurs ;

DECIDE:

de renouveler comme suit le règlement-taxe sur les spectacles et divertissements organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité :

Article 1^{er} :

Il est établi pour les exercices 2014 à 2019 une taxe perçue trimestriellement sur les spectacles et les divertissements organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes et dont les exploitants s'engagent, dans les conditions précisées ci-dessous et notamment à l'article 4, à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité.

Article 2 :

Par spectacle, on entend : toute représentation présentée au public, notamment les soirées dansantes, le cinéma, music-hall, concerts, récitals, shows, télévision, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 « concernant les finances provinciales et communales ».

Par divertissement, on entend : tout ce qui concerne l'action de divertir ou de distraire, notamment les foires, salons et expositions, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 « concernant les finances provinciales et communales ».

Article 3 :

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite la salle dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la commune, par le propriétaire de cette salle.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

Article 4 :

§ 1^{er} : Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au collège des bourgmestre et échevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :

- réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances sonores et de propreté publique ;
- améliorer l'empreinte environnementale de son activité ;
- s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective de la salle à un tarif préférentiel, par la création d'emplois,...).

Le collège des bourgmestre et échevins soumet au plus prochain conseil communal le protocole, en vue de son agrément.

Le Conseil communal agrée ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l'alinéa 1^{er} ou ne seraient pas réalisables.

En cas d'agrément, le taux de la taxe perçue trimestriellement est fixé comme suit pendant deux ans à compter du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le protocole est agréé :

- spectacle ou divertissement organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance : 1.000 euros par séance ;
- spectacle ou divertissement organisés dans une salle permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance : 2.000 euros par séance ;

- spectacle ou divertissement organisés dans une salle permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance : 3.100 euros par séance ;
- spectacle ou divertissement organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance : 4.600 euros par séance.

A la fin de la première année, la commune vérifie la mise en œuvre du protocole qui peut alors, s'il le faut, être modifié moyennant l'agrément du conseil communal.

§ 2 : Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d'un taux de taxation réduit présente au collège des bourgmestre et échevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre, dans l'année, dans le respect des objectifs visés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du présent règlement.

Le protocole est soumis au plus prochain conseil communal, en vue de son agrément.

Pour autant que le protocole ait été agréé par le conseil communal, le taux de la taxe perçue trimestriellement est fixé comme suit :

- spectacle ou divertissement organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance : 700 euros par séance ;
- spectacle ou divertissement organisés dans une salle permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance : 1.400 euros par séance ;
- spectacle ou divertissement organisés dans une salle permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance : 2.200 euros par séance ;
- spectacle ou divertissement organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance : 3.200 euros par séance.

§ 3 : Avant de soumettre le protocole au conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins entend le redevable qui en fait la demande.

La décision du conseil communal est notifiée sans délai au redevable.

Article 5 :

Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 spectacles sont organisés dans une même salle et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;
- Lorsque plus de 125 spectacles sont organisés dans une même salle et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

Cette majoration ou diminution est appliquée lors de l'enrôlement de la taxe relative au quatrième trimestre.

Article 6 :

Les personnes assujetties à la taxe sont tenues de déclarer au Service des Finances de la commune de Forest les éléments nécessaires à l'établissement de la taxation.

Pour ce faire, un formulaire de déclaration est adressé au cours de chaque trimestre à l'exploitant ou, à défaut d'exploitant connu de la commune, au propriétaire d'une salle habituellement affecté à l'organisation de spectacles ou de divertissements.

Le redevable qui n'aurait pas reçu de formulaire de déclaration au plus tard 15 jours avant l'expiration du trimestre doit spontanément en réclamer un et, en toute hypothèse, est tenu de déclarer au Service des Finances les éléments nécessaires à l'établissement de la taxation dans le délai prévu ci-dessous.

Le formulaire doit parvenir au Service des Finances de la commune, dûment complété et signé, dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration de chaque trimestre.

Le cas échéant, le redevable peut indiquer que sa déclaration est valable jusqu'à révocation. Dans ce cas, il est néanmoins tenu de déclarer toute modification des éléments nécessaires à l'établissement de la taxation au plus tard 30 jours à compter de l'expiration du trimestre au cours duquel lesdites modifications sont intervenues.

Article 7 :

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 6 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;
- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200%.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8 :

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 9 :

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 10 :

Lorsque l'exploitant redevable de la taxe est défaillant, le propriétaire de la salle dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 11 :

Le paiement de la taxe enrôlée sur base du présent règlement fait obstacle à la perception d'une taxe sur base du règlement du 06 décembre 2011 « sur les spectacles et les divertissements organisés dans une salle permettant d'accueillir plus de 500 personnes ».

Article 12 :

Les difficultés rencontrées lors de l'établissement de la taxation, ainsi que le recouvrement et le contentieux relatif au présent impôt sont réglés conformément aux dispositions de la loi du 24 décembre 1996 « relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ».

Le Secrétaire f.f.,
(s) B. MOENS.

Le Président,
(s) M-J. GHYSSELS.

POUR EXPEDITION CONFORME :

Par le Collège :
Le Secrétaire f.f.,

Pour le Bourgmestre,
L'Echevin délégué,